

LIBRE OPINION

Services publics et cohésion sociale

GILLES DUSSAULT

Président du Syndicat des professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)

La négociation qui s'est amorcée le 30 octobre dernier est une négociation charnière. Pour les personnes au service de la population, il s'agira de savoir si leur expertise et leurs efforts seront appréciés à leur juste valeur et si le gouvernement voudra équiper correctement les milieux de travail. Pour la population, il s'agira de savoir si les services publics sortiront gagnants de cette rencontre entre les parties négociantes sans que les taxes et les impôts soient trop haussés.

Intéressons-nous aux attentes de la population. Elle apprécie les services publics, particulièrement ceux qui sont offerts dans le réseau de la santé et de l'éducation. Si elle connaissait mieux ceux de la fonction publique, elle les apprécierait davantage. Par exemple, on peut être satisfait de ce que le ministère de la Santé et des Services sociaux ait pu vacciner à ce jour une bonne partie de la population, mais on oublie la contribution essentielle de la Direction de la sécurité civile du ministère de la Sécurité publique dans l'organisation des opérations de vaccination.

On ne pense pas que la viande qui nous est vendue à l'épicerie ou au restaurant est saine parce que le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en a fait l'inspection. Lorsqu'on marche en forêt pour y camper, y chasser ou simplement y effectuer une randonnée ou observer la nature, on ne voit pas les biologistes ou les ingénieurs forestiers qui travaillent à en préserver la vitalité, la productivité ou la diversité. Certaines per-

sonnes ne prennent souvent conscience de l'expertise dispensée par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale que lorsqu'elles perdent leur emploi ou qu'elles doivent réorienter leur carrière. Quant au Fonds consolidé du revenu du Québec, on oublie qu'il repose sur la vigilance de spécialistes de l'application des lois fiscales, qui s'assurent de l'entrée de toutes les sommes prévues par la loi.

Nombre de services publics ne coûtent rien au moment où on les utilise parce qu'on a déjà payé pour qu'ils soient mis en place, pour qu'ils servent à d'autres

qui en auront besoin et pour qu'ils soient disponibles et de bonne qualité quand nous en aurons nous-mêmes besoin.

Or le gouvernement et les affairistes qui financent son élection présentent toujours les services publics comme un luxe que le Québec n'a plus les moyens de se payer. La population, qui apprécie les services publics, est déchirée. Elle se demande par quel moyen elle pourra conserver ce qu'elle a sans qu'il lui en coûte trop cher.

Lorsqu'arrivent les négociations, la population s'ouvre à toutes les solutions, excepté celles qui passent par des hausses des taxes ou des impôts. L'une des solutions qui lui paraissent les plus logiques consiste à réduire les salaires du personnel de l'État. Elle croit que cette solution, appliquée depuis de nombreuses années par divers gouvernements, peut être répétée sans dommage pour les services publics. Elle ne voit pas que s'attaquer aux conditions de

base des travailleuses et des travailleurs des services publics, c'est s'attaquer aux services publics eux-mêmes.

Pourtant, ces dernières années, les dommages ont commencé à être plus perceptibles. Ils se présentent sous la forme d'une réduction des services, d'un épuisement, d'un découragement ou d'une démission du personnel en santé et en éducation, par exemple. Ils se manifestent par l'aggravation de la difficulté à garder la main-d'œuvre expérimentée et à attirer une relève de qualité, ainsi que, avec le recours accentué à l'expertise et à la main-d'œuvre externes, par une hausse croissante des coûts et un déferlement de magouilles de la part de certains fournisseurs qui veulent voir tomber dans leurs poches une part grandissante des finances publiques.

Tant que les gouvernements pourront persuader la population que les conventions collectives du personnel syndiqué de l'État sont autant de menaces au panier des services publics, les organisations syndicales auront de la difficulté à faire voir leurs revendica-

tions comme de judicieux investissements dans le patrimoine collectif si apprécié du «monde ordinaire». L'enjeu de la présente négociation est là: démontrer que les revendications syndicales et les intérêts de la population convergent. Il ne s'agit pas de répondre favorablement, sans les remettre en question, à toutes les demandes syndicales, mais il ne s'agit pas non plus de les balayer

du revers de la main et de les enterrer sous les décrets ou les lois spéciales.

La population apprécie les services publics et voudrait les conserver et les accroître sans payer trop cher? Qu'elle fasse comme lorsqu'elle envisage de faire l'acquisition d'un bien précieux: qu'elle accepte qu'une bonne place soit faite à l'examen du «produit», de son coût et du financement de son acquisition. Cet examen du «produit services publics», c'est la négociation et le débat public qui permettent de le faire. Voyons clairement ici que les lois spéciales comme la loi 43 de décembre 2005 sont profondément antidémocratiques, puisqu'elles privent tout le monde d'en savoir plus.

En 2010, Jean Charest ne pourra plus se contenter de remplir sa mission de transformateur des intérêts publics en intérêts privés. Il devra être attentif à ce que pense, à ce que veut l'électorat: une négociation où, pour la première fois depuis longtemps, il sera possible de traiter non seulement des revendications syndicales, mais aussi de la nature, de la valeur et du financement des services publics.

Les organisations syndicales ont un beau défi à relever: celui de redonner vie à l'espoir que les services publics redeviennent la pierre angulaire de la prospérité et de la cohésion sociale au Québec. La population a tout intérêt à ce que la négociation et les débats sur les services publics aient lieu, pour y voir plus clair, pour que ça lui coûte moins cher et pour qu'elle comprenne enfin que les services publics ne sont pas un luxe quand tout le monde apporte sa contribution pour les financer.

**L'enjeu de
la présente
négociation
est là:
démontrer
que les
revendications
syndicales
et les
intérêts de
la population
convergent**